

De retour du Congrès : une Suisse dessinée par les femmes

Autor(en): **Ley, Anne-Marie**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **84 (1996)**

Heft 2

PDF erstellt am: **26.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-280875>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

De retour du Congrès



Durant trois jours, du vendredi 19 au dimanche 21 janvier, plus de 2300 femmes se sont réunies, dispersées puis réunies à nouveau, pour participer aux tables rondes, aux forums, aux ateliers et aux spectacles proposés. Signes distinctifs de cet événement: la diversité, la solidarité, le féminisme et la joie de celles qui ont participé

Une Suisse dessinée par les femmes

Un oui par acclamations à une Suisse plus sociale, plus généreuse, plus fantaisiste. Les femmes présentes au Congrès portaient toutes en commun, jeunes et moins jeunes, toutes tendances idéologiques confondues, l'espoir de repartir de Berne avec un projet qui leur permettrait de dessiner elles-mêmes, toutes ensemble, le portrait de la Suisse de demain.

Les organisatrices du Congrès, qui affichent dix-huit mois de travaux préparatoires, ont posé des jalons dans le but d'aboutir à des résolutions insérées dans un programme d'action. Les participantes ont voulu aller plus loin, trop loin peut-être, face aux réalités politiques et économiques de cette fin de XX^e siècle. Avec un oui à la brise tiède de l'imagination dans une direction définie par les aspirations d'une majorité des femmes de ce pays, fouetté, lui, par le vent glacial de la déréglementation définie par une minorité d'hommes au pouvoir. Contrairement au 4^e Congrès de 1975 qui avait débouché sur le lancement de l'initiative pour l'égalité entre hommes et femmes et la création de la Commission fédérale pour les questions féminines, celui de 1996 n'a pas abouti sur un projet concret, mobilisateur. Mais il a dégagé, parmi une foule d'autres prises de position impossibles à énumérer de manière exhaustive, deux revendications essentielles.

Une assurance maternité tout de suite, mais définie par Ruth Dreifuss, cheffe du Département fédéral de l'intérieur, selon un canevas tressé par des parlementaires fédérales des quatre partis gouvernementaux, radical, démocrate-chrétien, socialiste et démocrate du centre.

Une 11^e révision de l'AVS fondée sur la retraite flexible dès 62 ans pour les femmes et les hommes avec le droit à une rente complète.

L'expression de ces deux revendications est le reflet du dilemme qui a imprégné les réflexions des congressistes, bridées par le réalisme politique d'une part, et aspirant profondément à changer le monde, d'autre part, avec une certaine dose d'utopie. De quoi tout à la fois, se faire gronder par la classe politique et se faire applaudir par un nombre indéterminé de personnes vivant en Suisse.

Des réflexions canalisées

Pour la conseillère nationale radicale Christiane Langenberger, présidente du 5^e Congrès et ses vice-présidentes Margrit Meier, socialiste, secrétaire générale de l'Union syndicale suisse (USS) et Chiara Simoneschi-Cortesi, députée démocrate-chrétienne et vice-présidente de la Commission fédérale pour les questions

féminines, il était impératif de fixer un cadre aux débats. D'entente avec l'équipe de femmes qui ont œuvré avec elles à la préparation professionnelle de ces états-généraux des femmes, elles ont dégagé quatre thèmes prioritaires - **ouverture de la Suisse sur le monde, nouvelles formes de vie et de travail, sécurité sociale, lutte contre la violence**. Lesquels ont été approfondis dans des forums en vue de formuler des résolutions appelées à s'insérer dans un programme d'action.

Parallèlement, par la mise sur pied d'ateliers de discussion en petits groupes, les organisatrices ont ouvert les vannes à des revendications autrement plus pointues qui se sont concrétisées par un flot de résolutions déversées sur leurs bureaux le samedi.

De quoi garantir une nuit blanche à toutes celles qui, en coulisses, ont dû les mettre en forme pour les soumettre au vote de l'assemblée plénière du dimanche. Soucieuses de mettre de l'ordre dans les débats de la plénière, présidée par Margrit Meier avec une chaleureuse autorité, les organisatrices ont classé les résolutions en trois catégories: celles qui ont été discutées dans les quatre forums, celles qui ont été mises au point dans les ateliers et qui s'insèrent dans les quatre thèmes prioritaires, toutes les autres. Elles figureront toutes dans les actes du 5^e Congrès, publiés dans le courant de cette année. De quoi rappeler aux participantes à quoi elles se sont engagées.

De quoi rappeler aussi aux femmes parlementaires, assez peu nombreuses, il est vrai, à avoir fait le voyage de Berne, que leurs électrices vont les avoir à l'œil.

Un pacte pour une Suisse où il ferait bon vivre

Alors qu'au Kursaal, parallèlement aux discussions, un programme culturel reflétant la créativité féminine permettait aux unes et aux autres de se ressourcer et qu'un marché animé par une pléiade de groupes (dont *Femmes suisses*) servait de point de ralliement à celles qui désiraient se rencontrer informellement, les quatre forums qui se sont succédés à l'autre bout de la ville de Berne, au siège de la FTMH (Fédération des travailleuses et travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie) ont attiré une foule de femmes, assez motivées pour suivre les débats, même de l'extérieur d'une vaste salle bondée. Nombre d'entre elles, par ailleurs, ont cherché à influencer sur le cours des débats en défendant des positions plus pointues, arrêtées dans le cadre des ateliers.

Quant à l'assemblée plénière du dimanche elle a été marquée par une rare assiduité et une direction, si largement démocratique, qu'elle soumet au vote des recommandations qui vont nettement plus loin que les siennes sans les combattre, à quelques exceptions près. Par exemple quand des parlementaires chevronnées ont adjuré les femmes de ne pas définir trop strictement le cadre de la 11^e révision de l'AVS, notamment en raison des difficultés de financement. Peine perdue, puisqu'elles ont voté par 447 voix contre 160 pour la retraite flexible à 62 ans avec rente complète.

De retour dans leurs cantons après ce dimanche d'euphorie, les femmes vont devoir faire du lobbying pour toute une série d'engagements qu'elles ont pris par des votes presque unanimes à main levée. En voici un aperçu qui n'a rien d'exhaustif, au regard de la centaine de résolutions présentées.

Ouverture de la Suisse sur le monde: oui à l'ONU, oui à la relance de l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne; oui à la protection des étrangères vivant en Suisse qui perdent leur statut si elles se séparent de leur mari et oui à la protection des réfugiées de la violence.

Nouvelles formes de vie et de travail: oui à la journée de 6 heures pendant les 5 jours ouvrables pour assurer un véritable partage des tâches entre femmes et hommes; oui à la valorisation du travail non rétribué (domestique, familial et bénévole) et à sa prise en compte dans les assurances sociales; oui à la prise en charge par les pouvoirs publics de l'éducation extra-familiale des enfants en fonction des besoins.

Sécurité sociale: oui au partage obligatoire (fifty-fifty) des droits aux avoires du 2^e pilier en cas de divorce; oui à la protection des femmes handicapées; oui à l'assurance maternité et à la retraite flexible.

Lutte contre la violence: reconnaissance de l'inceste comme un crime imprescriptible; campagnes d'information sur la violence contre les enfants et soutien par les pouvoirs publics des maisons d'accueil pour femmes et enfants victimes de la violence. Autres engagements pris ce 21 janvier: poursuite de la lutte pour la décriminalisation de l'avortement, solidarité avec les femmes lesbiennes qui veulent faire reconnaître leurs droits; soutien à l'initiative pour la diminution de moitié des dépenses militaires. Et pour être vraiment au courant, un premier bilan sera dressé en février par les organisatrices du congrès, en attendant la publication des actes.

Anne-Marie Ley

Vendredi

Au menu du premier jour: l'ouverture par Christiane Langenberger, présidente du congrès, les exposés de Susanna Agnelli, Ministre italienne des Affaires étrangères, et de Ruth Dreifuss, conseillère fédérale, ovationnée par les participantes, suivis de la table ronde. Le tout entrecoupé de plages musicales, d'apéritif et conclu par un banquet durant lequel quatre jeunes femmes ont dit leur vision du monde. Voici quelques moments choisis.

Ménageons notre monde

S'il est toujours bon de balayer devant sa porte, il s'agit ensuite de la franchir, car le monde est devenu notre véritable «ménage»! Il a aujourd'hui bien besoin d'air frais et d'idées neuves, défendues autant par des femmes que par des hommes.

Comment encourager cette coresponsabilité? Quelle est, dans ce contexte, la place des revendications en faveur de l'égalité entre sexes? C'est à quatre personnalités - deux femmes et deux hommes - que Silvia Grossenbacher, animatrice et vice-présidente de la Commission fédérale pour les questions féminines, a demandé de s'exprimer sur ce sujet lors de la table ronde, grand moment de l'après-midi.

Constatant le peu de changements apparus ces dix dernières années, notamment dans le partage des tâches, ces messieurs ont carrément avancé des solutions radicales. Alberto Godenzi, professeur à l'Université de Fribourg, voit d'un bon œil un certain désengagement des femmes par rapport à leur rôle de «station-service» qui conforte les hommes dans leur sentiment que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes!

Pour Christoph Reichenau, avocat, qui fut premier secrétaire de la Commission fédérale pour les questions féminines, il est temps d'introduire des mesures de contrainte si l'on veut réussir les défis majeurs qu'hommes et femmes doivent affronter ensemble. Reprenant une idée de Gret Haller, il propose une adjonction à l'article 163 du nouveau droit matrimonial qui stipulerait que «si les conjoints ne peuvent pas se concerter en ce qui concerne le partage des tâches, les soins aux enfants et le financement du ménage, il revient à chacun d'en assumer la moitié.» Une telle mesure, parallèlement à l'introduction des quotas, pourrait enfin, à son sens, engendrer de réels changements sociaux.

Tout en approuvant une contrainte d'ordre juridique, Ina Praetorius, docteure en théologie, plaide d'abord pour une modification des schémas de pensée dualistes qui opposent raison et sentiment, économie et social, lucratif et non lucratif. Elle évoque

Extraits de la table ronde du vendredi

Le ménage et l'Etat c'est pareil: un vieux truc pour intéresser les femmes à la politique, a remarqué Martine Chaponnière. Lorsque les femmes ne votaient pas encore, les féministes assimilaient volontiers ménage privé et «ménage fédéral» pour convaincre les femmes de s'intéresser à la chose publique, comme si la gestion d'un Etat était la même chose, mais en plus grand, que la gestion d'un ménage.

Mais la comparaison entre ménage privé et chose publique a aussi servi, paradoxalement, à cantonner les femmes dans le privé, l'argument, ici, étant de dire: «à chacun son ménage», aux hommes le bien du cercle de jass, le bien du village, du canton, de la patrie et finalement de l'humanité, aux femmes le bien de la famille.

Prenons-nous au sérieux

Si nous voulons ménager notre monde, il convient d'intégrer une vieille revendication: comme l'a dit Adrienne Rich, si nous voulons être prise au sérieux, il faut nous prendre nous-mêmes au sérieux et contrecarrer, partout où nous le pouvons, le regain actuel de misogynie, ne pas considérer cette matrice originelle de toute forme de racisme qu'est la misogynie comme quelque chose de normal.

Il existe une Déclaration des droits de l'homme et une Convention des droits de l'enfant. Si nous élaborions une déclaration des droits des femmes, si nous décidions d'actualiser la Déclaration qu'Olympe de Gouges nous a donnée en 1791, qu'y mettrions-nous?